

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 januari 1994 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 tot regeling van haar werking;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1938 houdende reglement van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 oktober 1955, 30 oktober 1975, 20 juli 1977, 13 april 1978, 9 mei 1980, 31 augustus 1983 en 5 oktober 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1989 betreffende de verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de produkten van de consultatieve afdeling « Zuivel » opgericht in de schoot van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten;

Gelet op het voorstel van 17 november 1993 van de consultatieve afdeling « Zuivel »;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten, gegeven op 25 november 1993;

Gelet op het akkoordprotocol tussen de Gewesten en de federale Minister van Landbouw betreffende de landbouwaangelegenheden gereorganiseerd overeenkomstig de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 maart 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 maart 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de in het koninklijk besluit van 19 april 1993 bedoelde toepassingsmodaliteiten onverwijld moeten worden gewijzigd met het oog op de verlenging van de termijn voor de inning van de verplichte bijdragen;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden Landbouw behoort,

Besluit :

Artikel 1. Bij koninklijk besluit van 19 april 1993 wordt de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten ertoe gemachtigd de in artikel 2 van dat besluit bedoelde bijdragen voor rekening van het Waalse Gewest te innen.

Art. 2. Artikel 10 van het koninklijk besluit van 19 april 1993 wordt gewijzigd als volgt : « De in de artikelen 2 en 3 bedoelde verplichte bijdragen zijn van toepassing tot 31 december 1994. »

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheden Landbouw behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 maart 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 94 — 1147

[C — 27230]

**31 MARS 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux missions régionales pour l'emploi**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment les articles 94, 96, § 2, et 97, § 3;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 23 décembre 1993 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1994, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 mars 1989 d'exécution du Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 décembre 1993;

Vu l'avis de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 14 décembre 1993;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 7 mars 1994;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté doit entrer en vigueur le 1er avril 1994 afin d'assurer la continuité des missions régionales pour l'emploi en leur permettant de conserver le personnel contractuel subventionné mis temporairement à leur disposition et en leur donnant complémentaiement les ressources financières requises pour assumer leurs objectifs;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « le Ministre » : le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;
- 2° « l'Administration » : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
- 3° « le FOREm » : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 4° « le CESRW » : le Conseil économique et social de la Région wallonne;
- 5° « le CSEF » : le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation;
- 6° « la mission régionale pour l'emploi » : la personne morale qui a obtenu l'agrément du Ministre et qui œuvre à l'insertion ou la réinsertion professionnelle du public-cible;

7° « le public-cible » : les personnes en recherche d'emploi et ne disposant pas des capacités généralement requises pour accéder aux filières traditionnelles de formation et d'insertion professionnelle.

Art. 2. Les missions régionales pour l'emploi ont pour fonction d'organiser et de coordonner des actions de formation-insertion-accompagnement destinées au public-cible et confiées à des opérateurs sélectionnés pour leur savoir-faire et expérience.

A cette fin, les missions régionales pour l'emploi :

- 1° mettent sur pied des réseaux de relations avec les acteurs socio-économiques;
- 2° repèrent systématiquement les emplois de faible qualification disponibles dans les entreprises locales;
- 3° participent à la mise en place d'un dispositif d'appui aux opérateurs de terrain spécialisés dans le travail de proximité avec les publics en difficulté destiné à créer une articulation permanente avec ces opérateurs et qui assure une cohérence entre ceux-ci.

Art. 3. § 1er. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et suivant les conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre peut autoriser les missions régionales pour l'emploi agréées à recruter des agents contractuels subventionnés en vue de leur confier les tâches visées à l'article 2.

Le montant annuel de la prime dont les missions visées à l'alinéa précédent bénéficient s'élève à 700 000 francs par agent contractuel subventionné occupé à temps plein. Cette prime est octroyée pour un nombre de contractuels subventionnés fixé à cinq équivalents temps plein maximum par mission régionale pour l'emploi.

En cas d'occupation à temps partiel, ce montant de 700 000 francs est réduit au prorata de la durée des prestations.

Peuvent occuper un emploi de contractuel subventionné visé par le Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, les chômeurs complets indemnisés à la veille du jour de leur engagement.

§ 2. Dans les mêmes limites et conditions visées au § 1er, alinéa 1er, le Ministre peut accorder aux missions régionales pour l'emploi agréées une subvention annuelle dont il arrête le montant, destinée à intervenir dans leurs frais administratifs se rapportant à l'exercice des fonctions visées à l'article 2.

Art. 4. Moyennant l'accord du comité d'accompagnement visé à l'article 6, l'agrément du Ministre peut être accordé aux missions régionales pour l'emploi qui remplissent les conditions suivantes :

- 1° adopter le statut d'association sans but lucratif (en abrégé ASBL) au sens de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
- 2° couvrir un champ d'action distinct à l'intérieur d'un bassin d'emploi dont l'aire géographique est similaire à celle d'un CSEF et dans lequel le nombre de missions régionales est limité à 3;
- 3° compter parmi leurs associés, membres fondateurs, des organismes publics à savoir :
 - a) obligatoirement le CSEF et le FOREM du champ d'action de chaque mission régionale pour l'emploi;
 - b) des pouvoirs publics locaux du champ d'action de chaque mission régionale pour l'emploi dont notamment les Centres publics d'aide sociale et les services agréés chargés de l'intégration des handicapés;
- 4° compter obligatoirement, parmi leurs associés, membres fondateurs, les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs du CSEF du champ d'action de chaque mission régionale pour l'emploi ainsi qu'éventuellement d'autres organismes, entreprises ou personnes du secteur privé;
- 5° s'engager à présenter un rapport d'activités annuel et un rapport financier semestriel au comité d'accompagnement;
- 6° s'engager à faire preuve d'une activité durable;
- 7° s'engager à délibérer du public-cible concerné par les actions de formation-insertion-accompagnement visées à l'article 2.

Art. 5. § 1er. La demande d'agrément est introduite par l'ASBL auprès de l'Administration par pli recommandé à la poste selon le modèle établi par le Ministre. Elle est accompagnée d'une copie des statuts de l'ASBL.

Le Ministre peut préciser et compléter les indications à mentionner dans la demande d'agrément. Il détermine la forme de la demande.

Toute modification des statuts doit être notifiée au Ministre dès approbation par l'assemblée générale.

§ 2. Le Ministre notifie à l'ASBL demanderesse, l'agrément ou le refus d'agrément dans les trois mois qui suivent la réception de la demande reconnue complète. L'agrément peut être conditionnel.

Art. 6. Un comité d'accompagnement est chargé :

- 1° de remettre un avis au Ministre sur les demandes d'agrément;
- 2° de suivre l'évolution des missions régionales pour l'emploi et de remettre un rapport au Ministre;
- 3° d'examiner les bilans annuels et de formuler des propositions budgétaires.

Ce comité d'accompagnement est composé :

- 1° d'un délégué du Ministre qui en assure la présidence;
- 2° d'un délégué de l'Administration qui assure le secrétariat du comité;
- 3° d'un délégué du CESRW;
- 4° d'un représentant de chaque organisation représentative des travailleurs et des employeurs siégeant au CESRW;
- 5° de deux délégués de l'Administration du FOREM;
- 6° d'un représentant du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;
- 7° d'un représentant de l'Administration de l'Action sociale;
- 8° d'un représentant de l'organisme régional de promotion de l'intégration des handicapés.

Art. 7. 1° Le non-respect des conditions du présent arrêté, sur base de l'avis du comité d'accompagnement prévu à l'article 6, entraîne le remboursement de la subvention visée à l'article 3.

2° Le Ministre abroge, suspend ou limite l'agrément lorsqu'il constate que la mission régionale pour l'emploi ne respecte pas ou plus les conditions du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1994. Il cessera d'être en vigueur en ce qui concerne l'article 3, § 1er, le 1er avril 1996.
Namur, le 31 mars 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie,
des PME, des Relations extérieures et du Tourisme
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 94 — 1147

[C — 27230]

31. MÄRZ 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Regionalen Beschäftigungsdienste

Aufgrund des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, insbesondere der Artikel 94, 96, § 2 und 97, § 3;
Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 23. Dezember 1993 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1994, insbesondere Artikel 20;
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. März 1989 zur Ausführung von Kapitel II, Titel III, des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988;
Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion vom 7. Dezember 1993;
Aufgrund des Gutachtens des « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für die Berufsausbildung und die Arbeitsbeschaffung) vom 14. Dezember 1993;
Aufgrund des Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region vom 7. März 1984;
Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;
Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, insbesondere Artikel 3, § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;
Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß am 1. April 1994 in Kraft treten muß, um die Kontinuität der regionalen Beschäftigungsdienste zu gewährleisten, indem er diesen ermöglicht, das bezuschulte Vertragspersonal, das ihnen zeitweilig zur Verfügung gestellt wurde, weiterzubeschäftigen und ihnen zusätzlich die finanziellen Mittel gewährt, die notwendig sind, um ihre Zielsetzung zu erreichen;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Fortbildung,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses sind die nachstehenden Begriffe wie folgt zu definieren:

- 1° « der Minister » : der Minister zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;
- 2° « die Verwaltung » : die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 3° « das FOREM » : Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (das gemeinschaftliche und regionale Amt für die Berufsausbildung und die Arbeitsbeschaffung);
- 4° « der CESRW » : Conseil économique et social de la Région Wallonne (der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);
- 5° « der CSEF » : Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation (der Subregionale Ausschuss für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung);
- 6° « der Regionale Beschäftigungsdienst » (Mission régionale pour l'Emploi) : die juristische Person, die die Zulassung des Ministers erhalten hat und deren Zielsetzung in der Eingliederung oder Wiedereingliederung der Zielgruppen in das Erwerbsleben liegt;
- 7° « die Zielgruppe » : Jene Personen, die auf der Suche nach Arbeit sind und nicht über die allgemein erforderlichen Fähigkeiten verfügen, um Zugang zu den traditionellen Möglichkeiten zur beruflichen Ausbildung und Eingliederung zu erhalten.

Art. 2. Die Aufgabe der Regionalen Beschäftigungsdienste besteht in der Organisation und der Koordination von Maßnahmen zur Ausbildung, Eingliederung und Betreuung der Zielgruppen. Diese Maßnahmen werden Operatoren anvertraut, die unter Berücksichtigung ihrer Sachkenntnis und ihrer Erfahrung ausgewählt wurden.

Zu diesem Zweck treffen die Regionalen Beschäftigungsdienste folgende Maßnahmen:

- 1° Einrichtung von Verbindungsnetzen mit den Entscheidungsträgern des sozio-ökonomischen Lebens;
- 2° Systematische Ermittlung von verfügbaren Arbeitsplätzen für wenig qualifizierte Arbeitssuchende in den lokalen Unternehmen;
- 3° Teilnahme an der Einrichtung eines Systems zur Unterstützung der vor Ort agierenden Operatoren, die in der praxisnahen Arbeit mit jenen Zielgruppen, die mit Schwierigkeiten konfrontiert sind, spezialisiert sind. Dieses System dient dazu, eine ständige Verbindung mit diesen Operatoren zu schaffen, damit eine Kohärenz zwischen den genannten Operatoren gewährleistet ist.

Art. 3. § 1. Im Rahmen der zu diesem Zweck in den Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Finanzmittel und unter den durch vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen ist der Minister befugt, den anerkannten Regionalen Beschäftigungsdiensten zu erlauben, bezuschulte Vertragspersonalmitglieder einzustellen, um ihnen die in Artikel 2 genannten Aufgaben anzuvertrauen.

Der jährliche Betrag der Prämie, die den im vorangegangenen Absatz genannten Beschäftigungsdiensten gewährt wird, beläuft sich auf 700 000 BEF je bezuschultes Vertragspersonalmitglied im Fall einer Vollzeitbeschäftigung. Die Anzahl der bezuschulsten Vertragspersonalmitglieder, für die eine Prämie gewährt wird, entspricht maximal fünf Vollzeitbeschäftigten pro regionalem Beschäftigungsdienst.

Im Fall einer Teilzeitbeschäftigung wird dieser Betrag von 700 000 BEF im Verhältnis zu der Dauer der Beschäftigung gekürzt.

Jene Personen, die am Tag vor ihrer Einstellung entschädigte Vollarbeitslose sind, haben Anrecht auf eine in Kapitel II, Titel III des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 genannte Einstellung als bezuschusstes Vertragspersonalmitglied.

§ 2. Im gleichen Rahmen und unter den gleichen Bedingungen wie bereits in § 1, Absatz 1, angeführt, ist der Minister befugt, den anerkannten Regionalen Beschäftigungsdiensten eine jährliche Subvention zu gewähren, deren Höhe er bestimmt und die dazu dient, einen Teil der Verwaltungskosten zu begleichen, die durch die Ausübung ihrer in Artikel 2 genannten Aufgaben entstehen.

Art. 4. Mittels einer Zustimmung des in Artikel 6 genannten Betreuungskomitee, kann die ministerielle Zulassung jenen Regionalen Beschäftigungsdiensten gewährt werden, die folgende Bedingungen erfüllen :

1° das Statut einer Vereinigung ohne Gewinnzweck, (kurz VoG) im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 annehmen, das den Vereinigungen ohne Gewinnzweck und den gemeinnützigen Einrichtungen die juristische Persönlichkeit verleiht.

2° einen bestimmten Aktionsbereich innerhalb einer Beschäftigungszone, deren geographisches Gebiet dem eines CESRW gleicht und in dem die Anzahl der Regionalen Beschäftigungsdienste auf drei begrenzt ist;

3° unter den Gründermitgliedern der Vereinigung öffentliche Einrichtungen aufweisen, nämlich :

a) notwendigerweise den CSEF und das FOREM des Aktionsbereichs jedes Regionalen Beschäftigungsdienstes;

b) die lokale öffentliche Behörden des Aktionsbereichs jedes Regionalen Beschäftigungsdienstes, u.a. die Öffentlichen Sozialhilfezentren und die anerkannten Dienste, die mit der Eingliederung der Behinderten beauftragt sind;

4° unter den Gründermitgliedern der Vereinigung die repräsentativen Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen des CSEF des Aktionsbereichs jeder Regionalen Beschäftigungsdienste aufweisen, sowie gegebenenfalls andere Organisationen, Unternehmen oder Personen des privaten Bereichs;

5° sich verpflichten, dem Betreuungskomitee einen jährlichen Tätigkeitsbericht und einen halbjährlichen Finanzbericht vorzulegen;

6° sich verpflichten, eine dauerhafte Tätigkeit vorzuweisen;

7° sich verpflichten, die durch die in Artikel 2 genannten Aktionen zur Ausbildung, Eingliederung und Betreuung betroffenen Zielgruppen zu bestimmen.

Art. 5. § 1. Der Antrag auf Zulassung wird von der VoG mit einem bei der Post aufgegeben Einschreibebrief, der dem durch den Minister festgelegten Modell entspricht, bei der Verwaltung eingereicht. Die Abschrift der Statute der VoG sind diesem Schreiben in der Anlage beizufügen.

Der Minister ist befugt, die Antragsteller aufzufordern, die Angaben, die in dem Antrag auf Anerkennung zu vermerken sind, zu erläutern und zu vervollständigen. Zudem legt er die Form des Antrags fest.

Jegliche Abänderung der Statute ist dem Minister umgehend nach der Verabschiedung auf der Generalversammlung mitzuteilen.

§ 2. Der Minister notifiziert der VoG, die einen Antrag eingereicht hat, die Zulassung oder die Verweigerung der Zulassung innerhalb von drei Monaten nach Eingang des für vollständig erklärten Antrags. Die Zulassung kann mit Bedingungen verbunden sein.

Art. 6. Ein Betreuungskomitee führt folgende Aufgaben durch :

1° Übermittlung eines Gutachtens über die Zulassungsanträge an den Minister;

2° Überwachung der Entwicklung der Regionalen Beschäftigungsdienste und Übermittlung eines Berichts an den Minister;

3° Überprüfung der Jahresabschlußrechnungen und Formulierung von haushaltstechnischen Lösungsvorschlägen.

Dieses Betreuungskomitee setzt sich wie folgt zusammen :

1° ein Stellvertreter des Ministers, dem der Vorsitz obliegt;

2° ein Vertreter der Verwaltung, der für das Sekretariat des Komitees verantwortlich zeichnet;

3° ein Vertreter des CESRW;

4° ein Vertreter jeder der repräsentativen Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen, die im CESRW vertreten sind;

5° zwei Vertreter der Verwaltung des FOREM;

6° ein Vertreter des Hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region;

7° ein Vertreter der Verwaltung der Sozialen Maßnahmen;

8° ein Vertreter der regionalen Behörde zur Förderung der Eingliederung der Behinderten.

Art. 7. 1° Falls nach Ansicht des Betreuungskomitees eine Mißachtung der Bedingungen des vorliegenden Erlasses vorliegt, ist die in Artikel 3 genannte Subvention rückzuerstatten.

2° Der Minister veranlaßt die Aufhebung, zeitweilige Aufhebung und Einschränkung der Zulassung, wenn er feststellt, daß der Regionale Beschäftigungsdienst die Bedingungen des vorliegenden Erlasses nicht oder nicht mehr beachtet.

Art. 8. Der vorliegende Erlaß tritt ab dem 1. April 1994 in Kraft. Im Bezug auf Artikel 3, § 1, gilt dieses Inkrafttreten nur bis zum 1. April 1996.

Namur, den 31. März 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Fortbildung,

A. LIENARD

VERTALING

N. 94 — 1147

[C — 27230]

**31 MAART 1994. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling**

De Waalse Regering,

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op artikelen 94, 96, § 2, en 97, § 3;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 23 december 1993 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1994, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 maart 1989 houdende uitvoering van Hoofdstuk II, Titel III van de programmawet van 30 december 1988;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 december 1993;

Gelet op het advies van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling), gegeven op 14 december 1993;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 7 maart 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit in kracht moet treden op 1 april 1994 om de voortzetting van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling te verzekeren door hen toe te laten de tijdelijk ter hunne beschikking gestelde gesubsidieerde contractuelen in dienst te houden en door hen, bij wijze van aanvulling, de nodige geldelijke middelen te geven om hun doelstellingen te bereiken;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° « de Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort;
- 2° « de administratie » : de Algemene Directie van Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3° « de FOREM » : de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;
- 4° « de CESRW » : de « Conseil économique et social de la Région wallonne »;
- 5° « de CSEF » : het subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming;
- 6° « de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling » : de rechtspersoon die door de Minister erkend is en die bijdraagt tot de inschakeling of herinschakeling van de doelgroep in de arbeidsmarkt;
- 7° « de doelgroep » : de personen die een betrekking zoeken en die niet beschikken over de gewoonlijk vereiste bevoegdheden voor de toegang tot de gewone weg van de opleiding en de inschakeling in de arbeidsmarkt.

Art. 2. De gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling hebben als opdracht de organisatie en de coördinatie van voor de doelgroep bestemde opleidings-, inschakelings- en begeleidingsacties die toegewezen worden aan operateurs geselecteerd wegens hun know-how en hun ervaring.

Om dit doel te bereiken :

- 1° zetten de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling een relatienet met de socio-economische partners op;
- 2° zoeken de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling de beschikbare betrekkingen met weinig kwalificatie op in de plaatselijke bedrijven;
- 3° leveren de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling een bijdrage aan een steunverlening aan de operateurs ter plaatse, gespecialiseerd in een werk in de nabijheid van probleempersonen om een permanente samenwerking met deze operateurs en een onderlinge samenhang tot stand te brengen.

Art. 3. § 1. Binnen de grenzen van de daartoe uitgetrokken kredieten op de begroting van het Waalse Gewest en overeenkomstig de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden kan de Minister de erkende gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling machtigen om over te gaan tot de aanwerving van gesubsidieerde contractuelen ten einde hun de in artikel 2 bedoelde taken toe te vertrouwen.

Het jaarlijks bedrag, waar de in het vorige lid bedoelde zendingen recht op hebben, bedraagt 700 000 BEF per voltijdse indienstgenomen gesubsidieerde contractueel. Deze toelage wordt toegekend voor een aantal gesubsidieerde contractuelen dat vastgesteld is op vijf voltijdse equivalenten per gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling.

In geval van deeltijdse tewerkstelling wordt dit bedrag van 700 000 BEF verminderd pro rata van de duur van de prestaties.

De op de dag voor hun indienstneming volledig uitkeringsgerechtigde werklozen kunnen een betrekking bekleden van gesubsidieerde contractueel in de zin van Hoofdstuk II van Titel II van de programmawet van 30 december 1988.

§ 2. Binnen dezelfde grenzen en onder dezelfde voorwaarden als in paragraaf 1 kan de Minister aan de erkende gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling een jaarlijkse toelage toekennen, waarvan hij het bedrag zal bepalen en die bestemd is als bijdrage voor de administratiekosten betreffende de uitvoering van de in artikel 2 bedoelde opdrachten.

Art. 4. Indien het in artikel 6 bedoelde begeleidingscomité ermee instemt, kan de Minister de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling erkennen die aan volgende voorwaarden voldoen :

- 1° het statuut van vereniging zonder winstgevend doel (V.Z.W. afgekort) aannemen in de zin van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;
- 2° een afzonderlijke werkingssfeer dekken binnen een tewerkstellingsgebied waarvan het geografische gebied overeenstemt met dat van een CSEF en waarin het aantal gewestelijke zendingen beperkt is tot 3;

3° onder hun vennoten, medeoprichters, openbare instellingen rekenen, met name :

a) verplicht de CSEF en de FOREm van de werkingssfeer van iedere gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling;

b) plaatselijke openbare besturen van de werkingssfeer van iedere gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling, onder de welke o.a. de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn en de erkende diensten belast met de inschakeling van minder-validen;

4° onder hun vennoten, medeoprichters, de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties van de CSEF van de werkingssfeer van iedere gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling verplicht rekenen, alsook eventueel andere instellingen, bedrijven of personen uit de privé-sector;

5° zich ertoe verbinden een jaarlijks activiteitenverslag en een halfjaarlijks financieel verslag aan het begeleidingscomité voor te leggen;

6° zich ertoe verbinden een duurzame activiteit te voeren;

7° zich ertoe verbinden te beraadslagen over de doelgroep betrokken in de bij artikel 2 bedoelde opleidings-, inschakelings- en begeleidingsacties.

Art. 5. § 1. De aanvraag om erkenning wordt door de V.Z.W. bij de administratie ingediend per aangetekend schrijven overeenkomstig het door de Minister vastgestelde model. Een copie van de statuten van de V.Z.W. wordt erbij gevoegd.

De Minister kan de te vermelde gegevens in de erkenningsaanvraag nader bepalen en aanvullen. Hij stelt de vorm van de aanvraag vast.

Iedere statutenwijziging moet aan de Minister betekend worden zodra zij door de algemene vergadering goedgekeurd is.

§ 2. De Minister betekent aan de aanvragende V.Z.W. de erkenning of de weigering van de erkenning binnen drie maanden na de ontvangst van de als volledig verklaarde aanvraag. De erkenning kan voorwaardelijk zijn.

Art. 6. Een begeleidingscomité is belast met :

1° een advies te geven aan de Minister over de erkenningsaanvragen;

2° de evolutie van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling te volgen en een advies aan de Minister te geven;

3° de jaarbalansen te onderzoeken en begrotingsvoorstellen te formuleren.

Dit begeleidingscomité bestaat uit :

1° een afgevaardigde van de Minister, belast met het voorzitterschap;

2° een afgevaardigde van de administratie, belast met het secretariaat van het comité;

3° een afgevaardigde van de CESRW;

4° een vertegenwoordiger van iedere vertegenwoordigende werknemers- en werkgeversorganisatie zetelend in de CESRW;

5° twee vertegenwoordigers van het bestuur van de FOREm;

6° een vertegenwoordiger van de Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest;

7° een vertegenwoordiger van de administratie van de sociale actie;

8° een vertegenwoordiger van de gewestelijke instelling ter bevordering van de integratie van de minder-validen.

Art. 7. 1° Het niet naleven van de voorwaarden van dit besluit, op grond van het in artikel 6 voorziene advies van het begeleidingscomité, heeft de terugbetaling van de in artikel 3 bedoelde toelage als gevolg.

2° De erkenning wordt door de Minister ingetrokken, geschorst of beperkt indien hij vaststelt dat de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling de voorschriften van dit besluit niet meer naleeft.

Art. 8. Dit besluit wordt van kracht op 1 april 1994. Het zal niet meer van kracht zijn op 1 april 1996 wat betreft artikel 3, § 1.

Namen, 31 maart 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

MINISTÈRE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 94 — 1148 (93 — 2842)

[C — 27188]

14 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon portant le règlement organique du personnel du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports. — Errata

Le texte français de certaines mentions figurant à l'annexe de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* n° 247 du 11 décembre 1993, doit se lire comme suit :

dans la colonne « Grades y donnant accès par avancement de grade » :

à la page 26443 : « Ingénieur principal des ponts et chaussées-chef de service;

Ingénieur principal des ponts et chaussées. »